

**Budget 2021, en période d'épidémie : l'austérité !****L'État s'engage... pour les entreprises, pas pour l'éducation !**

Les services de communication de l'Élysée le martèle : face aux conséquences de l'épidémie, l'État s'engage. **Le plan de relance c'est surtout des cadeaux pour les entreprises sous forme d'allègements fiscaux.** Alors que le budget de l'État grimpe, la part l'Éducation nationale dans celui-ci recule encore.

Si dans le primaire, le ministère promet la création de 2000 postes, **dans le second degré ce n'est pas loin de 2000 postes qui sont supprimés et transformés en heures sup'**, pour près de 30000 élèves supplémentaires ! **De nombreux postes sont également supprimés dans le supérieur et la recherche.**

Concernant la revalorisation des salaires promise par Blanquer, on parle toujours de 400 millions. Les premiers bénéficiaires seront les collègues en début de carrière. Tant mieux ! **Mais, relativisons « l'effort » du ministère :** ce sont les échelons les plus bas qui seront concernés, donc ceux qui correspondent aux salaires les plus bas et ceux que l'on dépasse le plus rapidement... Ce sont tous les salaires qu'il faut augmenter avec une harmonisation par le haut sur le principe **« à travail égal, salaires et statuts égaux » !**

**Cette revalorisation salariale nécessaire doit se faire sans contreparties ou évaluation d'un pseudo « mérite »** contrairement au ministère qui annonce qu'il faudra faire preuve d'« une plus grande coopération pour développer l'esprit d'équipe et des collectifs dédiés au suivi individualisé de l'élève ; l'ouverture du champ des

possibles pour transformer les pratiques, via le numérique notamment, et les formes de mobilités professionnelles, entrantes et sortantes en particulier ». On augmente les salaires, mais on dégrade encore un peu plus les conditions de travail.

Cette année, **l'ex prime ZEP, passe complètement à la trappe** dans les lycées exclus de l'éducation prioritaire depuis 2014...

**L'urgence sociale et la COVID-19 : le ministère s'en fiche !**

Après des mois sans école, les besoins sont pourtant immenses. **L'épidémie est toujours là :** le milieu scolaire et universitaire est depuis la rentrée à l'origine du plus grand nombre de **clusters** (devant les entreprises). **Cette rentrée, les besoins en personnels étaient énormes, la nécessité de réduire les effectifs dans les classes était primordiale, pour protéger travailleur·euse·s et élèves du virus et pour permettre un enseignement de qualité.** L'épidémie a privé les élèves les plus fragiles d'école pendant de longs mois. Le ministère avait promis des moyens : qui peut encore s'étonner que la promesse ne soit pas tenue ? **Non, ce n'était pas une rentrée normale :** on manque d'AESH, on manque d'assitant·e·s de service social et de personnels médico-sociaux pour accompagner nos élèves les plus fragiles socialement et scolairement ! On manque d'agent·e·s et de moyens pour faire respecter un protocole sanitaire déjà bien trop léger !

**Nos revendications pour l'école d'après :**

- **masques gratuits pour les élèves comme pour les personnels !**
- **baisse des effectifs par classe et établissement !**
- **ouverture d'écoles et d'établissements scolaires !**
- **hausse des salaires !**
- **embauche de personnels, ouverture de concours et de formations ; créations de postes de titulaires, d'enseignant·e·s, psyEN, infirmier·ère·s, assitant·e·s de service social, agent·e·s administratif·ve·s. Stop aux contrats précaires dans l'éducation et la recherche !**
- **mise en place d'une véritable médecine du travail avec embauche de médecin-fonctionnaires !**
- **augmentation de l'équipement informatique des établissements et équipement des personnels en cas de télétravail !**
- **renforcement de l'éducation prioritaire : donnons plus à ceux qui en ont le plus besoin !**
- **abandon des "réformes" des retraites, de la fonction publique et de l'assurance-chômage !**

